

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

42022 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

Téléphone : 77-33-42-45

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Poste Téléphonique intérieur  
à appeler :

4124

SC/NP

Dossier n° 17 181

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi modifiée du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU les arrêtés préfectoraux des 30 décembre 1977 et 28 mars 1984 réglementant les activités exploitées sur le site de l'Ondaine à Firminy, respectivement par S.A. Creusot-Loire et la Compagnie Française de Forges et Fonderies C3F,

VU la demande présentée par les Ets FORTECH C3F, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une presse de 4 000 tonnes à Firminy, 40 rue de la Tour de Varan,

VU les plans et autres documents annexés à cette demande,

VU les arrêtés préfectoraux des 6 octobre 1992 et 8 janvier 1993 portant sursis à statuer sur cette demande,

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, en application de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et conformément aux dispositions des articles 6, 6 bis et 7 du décret du 21 septembre 1977,

VU les avis émis par :

- M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées dans son rapport de présentation au Conseil Départemental d'Hygiène du 11 décembre 1992,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, le 14 mai 1992,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le 18 juin 1992,
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le 22 juin 1992,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours le 31 mars 1992,

.../...

- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle le 14 mai 1992,
- le Conseil Municipal de Firminy, lors de sa délibération du 25 mai 1992,
- le Conseil Municipal de Fraisses, lors de sa délibération du 26 mai 1992,
- le Conseil Municipal d'Unieux, lors de sa délibération du 4 mai 1992,
- le Commissaire-Enquêteur,
- le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 23 décembre 1992,

CONSIDERANT que cette installation est soumise à autorisation et qu'il convient de lui imposer des prescriptions particulières,

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E :

ARTICLE I : INSTALLATIONS AUTORISEES

1. La société FORTECH S.A. Immeuble Elysées la Défense - 19/29 le Parvis - 92072 PARIS LA DEFENSE CEDEX 35 est autorisée à exploiter, sur le territoire des communes de FIRMINY ET UNIEUX dans l'enceinte de son établissement situé 40 rue de la Tour de Varan 42704 FIRMINY les installations suivantes :

DESIGNATION DE L'ACTIVITE	ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT	N° DE LA NOMENCLATURE	A ou D
Fabrication de l'acier au convertisseur, au four électrique ou par affinage en poche	Aciérie : * 1 four à arc 40 T * 1 four induction 6 T * 1 four poche 40 T (affinage) * 4 fours 2x500kg à induction 2x2500kg	32	A
Aluminium (dépôts de poudre, limaille, tournures, copeaux) - Sans poudre quantité > 5 t	Aciérie : 20 t de grenailles d'aluminium stockées en trémies et magasin	46-A	D

Combustion de (fioul domestique et/ou) gaz naturel 2/4 < PPCI < 20 MW	L'ensemble des installations de combustion représente une puissance thermique de 64 MW	153 bis	A
Dépôts de ferrosilicium	Aciérie : 20 T en big-bag	195	D
Dépôts de liquides inflammables Capacité nominale comprise entre 10 et 100m3	6 m3 de gaz oil (cuve aérienne) 250 litres d'acétate d'Ethyle (point éclair = - 4 °C) 2x200 litres de REOL V (point éclair = + 5 °C) 425 m3 d'huile (de coupe, de trempe, usagée) : point éclair 180°, soit une capacité réelle de l'ordre de 440m3 qui correspond à une capacité nominale de 33 m3	253	D
Travail mécanique des métaux et alliage par laminage, étirage et tous procédés de formage Plus de 15 ouvriers	Atelier Forge : 33 personnes	281	D
Travail mécanique des métaux et alliages par décolletage, fraisage, meulage, perçage, serrage et tous procédés analogues plus de 15 ouvriers	Atelier Usinage : * 6 scies * 1 aléreuse fraiseuse * 15 tours * 5 foreuses Effectif : 55	282	D
Fonderies de métaux et alliages Utilisation même accidentelle de déchets métalliques (tournures, limailles, vieux métaux) imprégnés ou recouverts de produits étrangers divers (huile, peinture, isolants)	Aciérie : 4 000 T/mois maxi Production annuelle : 2 000 T/mois	284-1-b	A
Trempé recuit ou revenus des métaux et alliages	Traitement thermique : 8 fours de 225 à 4800 KW	285	D
Stockage et récupération de déchets de métaux (résidus, carcasse de véhicules) Surface > 50m2	Aciérie : 600 T sur 20 000m2	286	A
Stockage et utilisation d'oxygène liquide 0,5 < q < 200 t	2 stockages de 22 t unitaire	328-bis-2	D
Installation de réfrigération ou compression (P>1bar) P>500 KW	3 compresseurs pour l'établissement représentant une puissance absorbée de 1100 KW	361-B-2°	A

Utilisation et dépôt de radio-éléments Activité 740MBq du gr. II	Contrôle qualité installé à proximité du Parc à ferrailles	385 quinques I-2-b et II-2-b	D D
Application à froid de vernis liquides inflammables 1ère catégorie par pulvérisation Quantité : 25l/jour	Atelier conditionnement produits longs (usinage), pulvérisation de REOL V (point éclair + 5°C) La quantité peut dépasser 25 litres par jour	405-B-1	A

Le tableau figurant à l'article 1er de l'arrêté du 30 décembre 1977 est remplacé par le tableau ci-avant.

2. Cette autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté qui vaut également :

. récépissé de déclaration pour les installations qui relèvent de ce régime ;

. autorisation de rejet dans le milieu récepteur au titre de la police de l'eau dans les conditions du § 4.2.1.

3. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, qui ont le même objet.

Les prescriptions non contraires au présent arrêté, édictées par les arrêtés des 28 Mars 1984 et 30 Décembre 1977 restent applicables.

## ARTICLE II : PRESCRIPTIONS GENERALES

### 1 - GENERALITES -

#### 1.1. - Modification -

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### 1.2. - Accident ou Incident -

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être signalé immédiatement à l'Inspecteur des Installations Classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

### 1.3. - Contrôles et Analyses -

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

### 1.4. - Enregistrements, rapports de contrôle et registres -

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées

### 1.5. - Consignes -

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

### 1.6. - Norme -

En cas de modification de l'une des normes rendues applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraînera la substitution de cette dernière à celle de la norme précédente.

### 1.7. - Clôtures et gardiennage -

Toutes dispositions seront prises pour interdire l'accès, sans autorisation, au public ou à des tiers des zones où sont exercées des activités classées.

### 1.8. - Voies de circulation -

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté.

### 1.9. - Abandon de l'exploitation -

Avant abandon de l'exploitation des installations visées par le présent arrêté, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient mentionnés à l'Article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (Article 34 du Décret n 77.1133 du 21 septembre 1977).

## 2 - BRUITS ET VIBRATIONS -

2.1. - L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage.

2.2. - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement lui sont applicables. (dont copie ci-jointe)

### 2.3. - Niveaux de bruit limite -

Le niveau d'évaluation ne devra pas excéder, du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous (en dB(A)).

POINTS DE MESURE	JOUR 7h à 20heures	PERIODE INTERMEDIAIRE 6h à 7h - 20h à 22h dimanches et jours fériés	NUIT 22h à 6 heures
En limite de propriété	70 dB (A)	65 dB (A)	60 dB (A)

2.4. - Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, seront conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969 modifié.

2.5. - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.6. - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratiles efficaces.

2.7. - Des études de bruit générales à l'ensemble du site ou des études de bruit particulières à certaines activités pourront être demandées par l'Inspecteur des Installations Classées.

### 3 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE -

3.1. - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, à la conservation des bâtiments et aux caractères des sites.

Des dispositifs de captation et de désodorisation seront mis en place en cas de besoin.

3.2. - La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

3.3. - Nonobstant les prescriptions particulières figurant le cas échéant à l'Article III du présent arrêté :

- les générateurs de puissance supérieure à 75 th/h sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (dont copie ci-jointe).

- les autres installations de combustion sont soumises aux dispositions de l'instruction du 24 novembre 1970 relative à la construction des cheminées. (dont copie ci-jointe)

- les cheminées déclarées insuffisantes dans l'étude d'impact seront réhaussées de façon à dépasser en hauteur les obstacles constitués par les bâtiments existants.

3.4. - Pour toutes les émissions canalisées autres que celles des installations de combustion, la teneur en hydrocarbures totaux ne devra pas dépasser en valeur moyenne sur 1/2 heure 150 mg/Nm<sup>3</sup>, la mesure étant faite suivant les normes NFX 43 301 et NFX 43 025.

3.5. - La hauteur de chaque cheminée devra au moins être égale à la valeur suivante

$$h = 9,6 \times q^{1/2} \times R^{-1/6}$$

où : - h est la hauteur en mètres

- q est le débit maximal en hydrocarbures totaux exprimé en kg/h

- R est le débit des gaz en m<sup>3</sup>/h à la température d'éjection.

3.6. - La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale doit être au moins égale à 8m/s si le débit d'émission de la cheminée dépasse 5000m<sup>3</sup>/h et 5m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5000 m<sup>3</sup>/h.

3.7. - L'exploitant fera réaliser une étude de pollution atmosphérique destinée à définir les dispositions à mettre en oeuvre pour réduire les émissions et favoriser leur dispersion dans l'atmosphère, et déterminer le flux des différents polluants.

Cette étude sera transmise au Préfet et à l'Inspecteur des Installations Classées dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté.

Les mesures qu'elle préconisera seront exécutées sous un délai de deux ans.

Cette étude comportera notamment la mesure des teneurs en hydrocarbures totaux, des débits, des vitesses d'éjection et des hauteurs de cheminée pour toutes les émissions canalisées autres que celles des installations de combustion, ainsi qu'une estimation des émissions diffuses.

#### 4 - POLLUTION DES EAUX -

##### 4.1. - Réseaux de collecte -

Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront du type séparatif.

Une étude de restructuration du réseau général du site sera exécutée dans un délai d'un an, et les travaux correspondant aux mesures préconisées seront exécutés sous un délai ne dépassant pas trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'étude comportera un programme de travaux présentant plusieurs phases d'exécution, et les prescriptions ci-après devront être satisfaites :

Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.

Le réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles de l'être par des liquides inflammables, devra comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le réseau de collecte des effluents devant, en temps normal, subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.

.../...



Un dispositif décanteur déshuileur avec système autobloquant et alarme, de dimension adaptée au débit à traiter, sera installé sur le réseau d'eaux pluviales avant le point de rejet de l'établissement.

Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits toxiques devront obligatoirement circuler en circuit fermé.

Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et les points de branchement, sera établi et régulièrement tenu à jour.

#### 4.2. - Points de rejets -

##### 4.2.1. - Les eaux résiduaires seront évacuées :

- directement dans le milieu naturel dans l'attente du branchement au réseau public d'assainissement muni d'une station d'épuration ;

- dès la mise en service du réseau public l'exploitant devra passer une convention avec le gestionnaire de ce réseau pour l'acceptation de ses rejets dans ce réseau ;

- les branchements au réseau public devront être exécutés au plus tard dans les trois mois suivants la mise en service du réseau public.

##### 4.2.2. - Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

#### 4.3. - Qualité des effluents rejetés -

Les effluents devront être exempts de :

- . matières flottantes,
- . produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,

. tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, indirectement ou directement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,

. de substances capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du point de déversement.

- Les effluents ne devront pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur.
- Les effluents devront en outre respecter les valeurs limites fixées par le tableau suivant

NATURE DES POLLUANTS	NORME DE MESURE	CONCENTRATION Moyenne sur 2 heures
pH	NFT-90.008	Compris entre 6,5 et 9
Température	NFT-90.100	30° C
MEST	NFT-90.105	30 mg/l
DBO5	NFT-90.103	250 mg/l
DCO	NFT-90.101	150 mg/l
Hydrocarbures	NFT-90.203	20 mg/l

**4.4 - Débit :** L'exploitant procèdera en priorité à une réduction de débits par des mesures internes avec la mise en place de circuit de refroidissements en circuits fermés notamment, et une recherche en amont de toute économie d'eau possible.

Toute vidange de cuve, en bâches de traitement ou bassin ne pourra être exécutée qu'après avoir l'assurance que les teneurs précitées ne sont pas dépassées.

.../...

#### 4.5. - Prévention des pollutions accidentelles -

4.5.1. Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.

4.5.2. - Les réservoirs fixes aériens de liquides inflammables ou polluants seront équipés de capacités de rétention étanches dont les parois devront :

- \* résister à la poussée des produits éventuellement répandus,
- \* résister aux effets chimiques des produits stockés,
- \* présenter une stabilité au feu de degré 4 heures pour les stockages de liquides *inflammables*.

Le volume utile de ces capacités sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- \* 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- \* 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toute possibilité d'évacuation gravitaire des eaux pluviales éventuellement recueillies dans ces capacités est formellement interdite.

4.5.3. - Les réservoirs enterrés de liquides inflammables ou polluants devront répondre à la définition des réservoirs en fosse ou assimilés au sens de l'instruction du 17 avril 1975 et respecter les dispositions de cette instruction (dont copie ci-jointe).

#### 4.6. - Protection des eaux potables -

4.6.1. - Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau potable.

4.6.2. - Les dispositifs utilisés dans ce but doivent avoir fait l'objet d'essais technologiques favorables.

.../...

4.6.3. - Le dispositif sera adapté aux caractéristiques des réseaux à équiper. Il sera installé dans un endroit accessible de façon à être à l'abri de toute possibilité d'immersion. Il sera maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Les rapports de vérifications seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

4.6.4. - Les dispositifs susceptibles de déborder seront implantés de façon à ne pas diluer les effluents en cas de *dysfonctionnement*.

4.6.5. - L'exploitant établira et tiendra à jour les plans et schémas de ces dispositifs et du réseau d'eau potable.

## **5 - DECHETS INDUSTRIELS -**

### **5.1. - Dispositions générales applicables à tous les déchets (inertes, banals et spéciaux) -**

5.1.1. - Tous les déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Ils seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

5.1.2. - Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

5.1.3. - L'exploitant mettra en place un ou plusieurs parcs à déchets.

5.1.4. - Dans l'attente de leur élimination toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanche ...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

5.1.5. - Des mesures efficaces de protection contre la pluie et de prévention des envois seront prises.

.../...

## 5.2. - Dispositions particulières applicables aux déchets spéciaux -

### 5.2.1. - Identification -

Les déchets industriels spéciaux au sens du décret n 77-974 du 19 août 1977 produits par l'établissement feront, par type, l'objet d'une fiche d'identification.

Celle-ci précisera notamment, le classement du déchet suivant la nomenclature nationale, les indications permettant son identification et toutes informations utiles à son élimination conformément aux dispositions de la loi du 15 juillet 1975 et de ses textes d'application.

Cette fiche sera communiquée à l'éliminateur et une copie en sera tenue à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

En cas de besoin, les éléments à reporter sur les fiches d'identification seront complétés ou réduits à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées ou avec son accord.

### 5.2.2. - Stockage -

Les déchets pourront être conditionnés dans des fûts ou emballages vides ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve :

- . qu'il ne puisse y avoir de réaction dangereuse entre les déchets et les résidus que peut contenir le fût ou l'emballage,
- . que les fûts et emballages soient identifiés par les seules indications concernant les déchets qu'ils contiennent.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

.../...

### 5.2.3. - Elimination -

Conformément à l'arrêté du 04 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances, l'exploitant sera tenu d'émettre un bordereau de suivi selon le modèle figurant en annexe 2 de l'arrêté susvisé dont copie ci-jointe).

L'élimination de ces déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, composition, quantité
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination de ces déchets seront annexés au dit registre et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées à sa demande et dans les formes et délais qu'il fixera.

### 5.3. - Etude déchets :

*Une étude déchets devra être réalisée dans les mêmes conditions que celle imposée par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1991 pour la station de détoxification et dans les mêmes délais.*

## 6 - SECURITE -

### 6.1. - Dispositions Générale

#### 6.1.1. - Conception -

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

.../...

### 6.1.2. - Accès -

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement ..... 3,50 mètres
- rayons intérieurs de giration ..... 12,00 mètres
- hauteur libre ..... 3,50 mètres
- résistance à la charge ..... 13 tonnes par essieu

### 6.1.3. - Matériel de lutte contre l'incendie -

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m<sup>2</sup> couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc ...),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables,
- à moins de 200 m de l'établissement, un poteau incendie normalisé NFS 61-213 aux caractéristiques minimales suivantes :

- \* diamètre : 100 mm
- \* débit : 17 l/s
- \* pression : 1 bar

A défaut, l'exploitant devra aménager à proximité de ses ateliers une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup>.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant devra demander aux Services d'Incendie de vérifier les caractéristiques notamment en débit des poteaux d'incendie situés à proximité.

.../...

#### 6.1.4. - Consignes -

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

#### 6.1.5. - Alimentation électrique -

L'installation électrique et le matériel électrique utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

L'alimentation électrique des matériels ne concourant pas à la sécurité sera coupée en dehors des heures d'exploitation.

#### 6.1.6. - Vérifications périodiques -

L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.

#### 6.1.7. - Formation du personnel -

Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations qui sont susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement (par exemple, manipulation de liquides inflammables ou de produits toxiques).

#### 6.2. - Zones présentant des risques d'incendie -

Les prescriptions 6.2.2. à 6.2.7. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'incendie et, le cas échéant, dans les zones présentant des risques d'explosion.

.../...



#### **6.2.1. - Définition -**

Les zones présentant des risques d'incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement et la sécurité.

#### **6.2.2. - Délimitation -**

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie.

#### **6.2.3. - Isolement par rapport aux tiers -**

Les zones présentant des risques d'incendie seront isolées des constructions voisines appartenant à des tiers par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- . soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée,
- . soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

#### **6.2.4. - Comportement au feu des structures métalliques -**

Les éléments porteurs de structures métalliques devront être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction sera susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou pourra compromettre les conditions d'intervention.

#### **6.2.5. - Dégagements -**

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement protégés ne seront pas implantés en cul de sac.

#### **6.2.6. - Désenfumage -**

Le désenfumage des locaux, devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

Ces dispositifs d'ouverture devront toujours demeurer accessibles.

#### **6.2.7. - Flammes et étincelles -**

Dans ces zones, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage etc...

Cependant, lorsque les travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans ces zones.

#### **6.3. - Zone présentant des risques d'explosion -**

Les prescriptions 6.3.2. à 6.3.8. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'explosion.

##### **6.3.1. - Définition -**

Les zones présentant des risques d'explosion sont constituées de volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître en raison de la nature des substances stockées mises en oeuvre ou produits dans ces zones.

##### **6.3.2. - Délimitation -**

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'explosion. Ces zones seront, autant que possible, clairement délimitées et matérialisées sur le terrain.

### 6.3.3. - Sécurité incendie -

Les dispositions du § 6.2. ci-dessus sont applicables aux zones présentant des risques d'explosion.

### 6.3.4. - Conception générale des bâtiments -

Les bâtiments et installations seront conçus et situés de façon à limiter les effets d'une explosion et en particulier éviter des projections à l'extérieur de l'établissement.

### 6.3.5. - Matériel électrique -

Dans les zones présentant des risques d'explosion, les installations électriques seront réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en-dehors d'elles.

- le matériel électrique sera conforme aux dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'Arrêté Ministériel du 31 mars 1980, (dont copie ci-jointe)

- le matériel électrique qui était déjà en service le 31 décembre 1980 doit être protégé par enveloppe antidéflagrante ou par suppression interne et doit être conforme à un type ayant reçu un arrêté d'agrément en application du décret n 60-25 du 28 mars 1960,

- les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état,

- le matériel électrique devra en *permanence rester conforme en tout point à ses* spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée, dans les délais les plus brefs.

### 6.3.6. - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation -

Toutes les parties susceptibles d'emmagasier les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc ...) seront reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentiels. Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe ci-dessus sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

### 6.3.7. - Feux nus -

Les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié (J.O. du 31 décembre 1972 et du 23 janvier 1976) sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant lorsque les travaux nécessitant la mise en oeuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer, ou d'approcher avec un feu nu, devra être affichée dans ces zones.

### 6.3.8 - Ventilation -

En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité seront ventilés convenablement et de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs.

## ARTICLE III - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

### 1 - DEPOTS D'ALUMINIUM (POUDRE, LIMAILE, TOURNURES, COPEAUX)

Les prescriptions de l'arrêté type n° 46 relatives au dépôt d'aluminium sont applicables. (dont copie ci-jointe)

### 2 - DEPOTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES

#### 2.1 - Réservoirs enterrés

Le dépôt en réservoirs enterrés sera aménagé et exploité conformément à l'instruction du 17 Avril 1975 fixant les conditions à remplir par les réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables, dont copie est jointe au présent arrêté.

#### 2.2 - Réservoirs aériens, conteneurs et fûts stockés à l'extérieur des bâtiments

Les stockages en réservoirs aériens, en conteneurs et en fûts doivent être aménagés et exploités conformément aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides de capacité fictive globale au plus égale à 1 000 m³ annexées à l'arrêté du 19 Novembre 1975, dont copie est jointe au présent arrêté.

Pour l'application de ces règles (à l'exception des articles 36, 42, 64.1) les fûts et conteneurs seront assimilés à des réservoirs de même capacité.

### **2.3 - Emballages et fûts stockés à l'intérieur des bâtiments**

Les locaux de stockage des peintures et vernis présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure,
- portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure.

Les portes s'ouvriront vers l'extérieur et devront permettre le passage facile des emballages.

Les locaux seront convenablement ventilés.

Le sol des locaux formera cuvette de rétention étanche.

Pour la lutte contre l'incendie, on devra disposer pour chaque local d'au moins :

- 2 extincteurs homologués NF-MIH 55 B,
- 1 robinet d'incendie armé,
- de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles.

### **3 - DEPOT DE FERRO-SILICIUM**

Les Prescriptions de l'arrêté type n° 195 sont applicables. (copie ci-jointe).

### **4- TRAVAIL MECANIQUE DES METAUX**

Les prescriptions de l'arrêté type n° 281 (copie ci-jointe) sont applicables excepté le 10ème paragraphe, en outre les poussières provenant du meulage ou du polissage seront captées et traitées de façon efficace de manière à ne pas gêner le voisinage par leur disposition.

### **5 - TREMPERECUIT OU REVENUE DES METAUX ET ALLIAGES**

Les prescriptions de l'arrêté type n° 285 sont applicables (copie ci-jointe).

.../...

## 6- DEPOT D'OXYGENE

*Le dépôt devra respecter les prescriptions de l'arrêté type n° 328 bis.  
(copie ci-jointe).*

## 7 - ATELIERS D'APPLICATION ET DE SECHAGE DE PEINTURES ET NOTAMMENT APPLICATION DE REOL V OU EQUIVALENT

7.1 - La pulvérisation s'effectuera dans des cabines dont les éléments de construction seront en matériaux incombustibles et pare-flammes de degré une heure. La ventilation mécanique sera assurée par des bouches situées vers le bas. Elle sera suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans les ateliers. L'air aspiré sera épuré par rideau d'eau ou filtres secs et refoulé hors des ateliers par une cheminée de hauteur convenable pour éviter toute incommodité pour le voisinage. Tous les conduits d'aspiration et de refoulement seront en matériaux incombustibles.

7.2 - Les installations électriques seront conformes à l'arrêté du 31 Mars 1980 ; dans les zones où des atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78.779 du 17 Juillet 1978 et de ses textes d'application.

Toutes les parties métalliques (éléments de construction, conduits, objets à peindre, supports, appareils d'application par pulvérisation) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur.

Un coupe-circuit multipolaire, placé en dehors des ateliers et dans un endroit facilement accessible, permettra l'arrêt des ventilateurs au cas d'un début d'incendie.

7.3 - Le chauffage des ateliers ne pourra se faire que par fluide chauffant, la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C.

La chaudière sera située dans un local extérieur aux ateliers.

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

7.4 - Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque ou de fumer à proximité des zones d'application de peinture. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux de travail.

7.5 - On pratiquera de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs de manière à éviter toute accumulation de poussières et peintures sèches susceptibles de s'enflammer ; ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles ; l'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

7.6 - On ne conservera dans les ateliers d'application que la quantité de produit nécessaire pour le travail de la journée.

7.7 - Les boues provenant des eaux de lavage des vapeurs de peintures après floculation, les déchets résultant du nettoyage des installations seront considérés comme des déchets spéciaux et devront satisfaire aux dispositions définies au paragraphe 5 de l'article II du présent arrêté.

7.8 - Le chauffage des étuves de cuisson sera subordonné à la mise en marche préalable des ventilateurs assurant l'évacuation des vapeurs de solvants des installations d'application et des installations de cuisson.

En cas d'arrêt normal ou accidentel de ces ventilateurs, un dispositif automatique s'opposera à l'alimentation électrique des étuves de cuisson.

Le débit de ces ventilateurs sera suffisant pour éviter toute possibilité de formation d'une atmosphère explosive dans les ateliers d'application et de cuisson.

7.9 - Les vapeurs provenant du séchage seront évacuées à l'extérieur de sorte qu'elles ne se répandent pas dans l'atelier, mais sans qu'il puisse en résulter toutefois d'inconfort ou d'insalubrité pour le voisinage.

Si l'emplacement de l'atelier et ses conditions d'exploitation laissent persister cependant des odeurs gênantes pour le voisinage, un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeurs ou poussières pourra être exigé (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption etc...).

En aucun cas, les liquides et produits ainsi récupérés ne devront être rejetés à l'égout.

## 8 - COMPRESSION D'AIR

8.1 - Le local de compression devra être maintenu en parfait état de propreté ; les déchets gras ayant servi devront être mis dans des boîtes métalliques closes et enlevés régulièrement.

8.2 - Toutes dispositions nécessaires devront être prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie : à cet effet, la station de compression sera munie de moyens de secours appropriés, extincteurs, postes d'eau, etc... Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.

Une consigne dont les articles les plus importants seront affichés de façon apparente à l'intérieur et à l'extérieur du local, précisera les mesures à prendre en cas d'incendie. Le personnel sera entraîné à l'utilisation des moyens de secours.

8.3 - Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

8.4 - Des filtres maintenus en bon état de propreté devront empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

8.5 - Les déchets liquides en provenance des séparateurs déshuileurs seront traités comme il est dit au paragraphe 5 de l'article II du présent arrêté.

8.6. - Chaque compresseur devra être protégé contre les échauffements anormaux par un dispositif thermostatique provoquant l'arrêt du compresseur lorsque la température de l'air dans la boîte à clapets finale vient à atteindre 150°C.

Outre le dispositif précédent, des thermomètres indiquant la température de l'air seront utilement disposés à l'aspiration, au refoulement.

8.7 - Les tuyauteries de refoulement doivent être exemptes de coude de faible rayon ou autres singularités. Les réservoirs d'accumulation, de capacité convenable, seront munis des orifices nécessaires à l'exécution des visites et des nettoyages, notamment d'un trou d'homme chaque fois que leurs dimensions s'y prêteront. L'air y sera introduit de préférence dans le sens vertical descendant au moyen d'une tubulure plongeante.

Il importe enfin que des dispositifs de purge soient établis sur les divers refroidisseurs, sur les réservoirs d'accumulation et d'une manière générale en tous les points de l'installation où risquent de se produire des accumulations d'huile.

#### 8.8 - Consigne d'exploitation

Une consigne d'exploitation fixera les obligations du personnel de conduite et prescrira notamment :

- la surveillance des indications des manomètres et thermomètres,
- la surveillance de la circulation d'eau dans les différents circuits de refroidissement,
- la surveillance de la consommation d'huile,
- la manoeuvre à intervalles convenablement précisés, des divers dispositifs de purge,
- les mesures à prendre en cas d'anomalies de fonctionnement, dont certaines peuvent exiger l'arrêt immédiat du compresseur,
- l'arrêt, au bout d'un temps déterminé de tout compresseur dont la marche à vide se prolonge,
- l'inscription sur un registre d'exploitation des relevés effectués et de toutes opérations ou constatations dont la mention serait jugée nécessaire.

8.9 - L'accès au local de compression sera réservé au seul personnel habilité.

8.10 - Une consigne générale d'entretien fixera la périodicité et les modalités des nettoyages, vérifications et démontages auxquels doivent être soumis les divers éléments de l'installation tels que clapets et boîtes à clapets, segments et garnitures de pistons, filtres d'aspiration, refroidisseurs et chemises d'eau, dispositifs de graissage et de purge, appareils de sécurité et de régulation etc...



Un soin tout particulier sera apporté au maintien en état de propreté des réservoirs d'accumulation, non seulement par des purges systématiques, mais encore par un nettoyage intérieur pratiqué aussi souvent que nécessaire, et au minimum une fois l'an.

8.11 - Un coupe-circuit multipolaire placé à proximité d'une issue et dans un endroit facilement accessible, permettra la mise hors tension de l'installation.

#### ARTICLE IV

L'Arrêté d'autorisation cesse de produire ses effets si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

Passé ce délai, la présente autorisation sera considérée comme nulle et non avenue ; en aucun cas l'installation ne pourra fonctionner avant qu'aient été prises toutes les mesures imposées par le présent arrêté.

#### ARTICLE V

Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, devra en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

#### ARTICLE VI

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

#### ARTICLE VII

Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

En outre, l'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

#### ARTICLE VIII

Les droits des tiers sont formellement réservés.

#### ARTICLE IX

La présente autorisation est uniquement accordée par application des règlements sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements.

25

### ARTICLE X

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

### ARTICLE XI

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de Firminy et M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en Mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la Mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité. Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Fait à St-Etienne, le - 5 MARS 1993

GROUPE DE SUBDIVISIONS  
de SAINT ETIENNE

- 9 MARS 1993

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général.

JOEL TIXIERA

#### **Ampliation adressée à :**

- M. A. GIRARD  
Président Directeur Général de FORTECH C3F  
40 rue de la Tour de Varan  
BP 141  
42704 FIRMINY
- MM. les Maires de
  - . Firminy,
  - . Fraisses,
  - . Unieux.
- M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

.../...

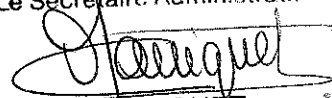
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

- M. A. DANIZET  
Commissaire-Enquêteur  
8 rue Général Leclerc  
42100 ST ETIENNE

- Archives,

- Chrono.

Pour le Secrétaire Général,  
et par délégation  
Le Secrétaire Administratif

  
C. MANIQUET